

Compte rendu : Panel : « Les organisations patronales et leur(s) pouvoir(s) en Suisse du 19e siècle à aujourd'hui », 10 juin 2016, Lausanne, 4e Journées suisses d'histoire.

Organisateur: Guex, Sébastien

Intervenants: Dorothee Ryser, Claire-Lise Debluë, Roman Wild

Compte-rendu de Sabine Pitteloud, Université de Genève

Ce panel, supervisé par le Professeur **SEBASTIEN GUEX** de l'Université de Lausanne, avait pour but principal de susciter une réflexion sur les méthodes pertinentes propres à mesurer le(s) pouvoir(s) des organisations patronales. Dans l'historiographie, la plupart des études se sont focalisées sur l'influence que les associations patronales exercent sur le plan politique¹. Le panel visait alors à élargir ces réflexions en étudiant leur rôle dans les champs de l'économie, du social et du culturel. Finalement, il s'agissait d'évaluer dans quelle mesure les particularités du système et de la culture politique suisses ont contribué à accroître l'influence des organisations patronales.

Le panel débute avec la présentation de **DOROTHEE RYSER**, doctorante à l'Université de Bâle, intitulée *Machtgefüge im Umfeld der Schweizerischen Käseunion*. L'Union suisse du commerce de fromage² est une organisation regroupant les producteurs de lait et les exportateurs de fromages, créée en 1914 à la demande de la Confédération. Plus que d'une association patronale, il s'agissait d'un cartel qui supervisait la production, la distribution et la vente des principales sortes de fromages et produits laitiers. La fixation des prix et de contingents faisait notamment partie de ses prérogatives. Dorothee Ryser pose alors la question des relations de pouvoir entre l'Union suisse du commerce du fromage et les autorités fédérales. Dans le but d'enrichir la littérature sur les organisations patronales, elle met l'accent sur l'influence qu'a le politique sur le cartel et son fonctionnement. Elle démontre notamment qu'au début des années 50, les relations entre l'Union suisse du commerce du fromage et les autorités fédérales étaient réciproques, mais pas symétriques dans la mesure où l'association était financièrement très dépendante de l'Etat pour éponger ses déficits. Aussi, en intégrant le cartel dans la réglementation du marché (notamment via la loi sur l'agriculture en 1952 et l'arrêté sur le statut du lait), les autorités fédérales donnent une légitimité supplémentaire à cette institution.

L'exposé de **CLAIRE-LISE DEBLÜE**, docteure et chercheuses FNS sénior à l'Université de Lausanne, vise à évaluer la densité des relations entre associations patronales et le champ culturel à travers l'histoire des foires et des expositions internationales. Claire-Lise Debluë démontre comment durant l'entre-deux-guerres, l'Office Suisse d'expansion commerciale (OSEC), organe para-étatique nouvellement créé, contribue à définir et promouvoir le champ de l'action collective en termes de propagande économique. En effet, la mise en place de

¹ Les travaux d'Erich Gruner dans les années 1950 sont précurseurs.

² <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D43007.php>

normes pour un nouveau modèle d'exposition collective, ledit "style suisse d'exposition", est dominée par l'OSEC qui dispose d'un droit de veto suite à l'arrêté fédéral sur la rationalisation des expositions. Le *Werkbund* suisse, regroupant graphistes et architectes, jouit aussi d'un statut privilégié, dans la mesure où les concours d'architecture sont réservés à ses membres. Plusieurs membres de l'OSEC sont d'ailleurs représentés au comité central du *Werkbund* suisse. Ce processus de normalisation des expositions implique alors l'exclusion d'autres acteurs, tels que les artistes non affiliés au *Werkbund* ou encore les professionnels de la publicité individuelle. C'est finalement par cette action collective, emprunte de relations de pouvoir, que se diffusent de nouvelles représentations sociales de l'économie en Suisse et à l'étranger. Le cas de l'OSEC et des expositions dans l'entre-deux-guerres démontre ainsi l'apport des études sur la culture visuelle pour enrichir la réflexion sur le rôle des associations patronales.

La troisième présentation de **ROMAN WILD**, collaborateur scientifique à la Hochschule Luzern, s'intéresse à la constitution de la Chambre suisse du textile³ en 1972 qui regroupe les principales branches et associations d'intérêt du textile. Roman Wild étudie alors la "micropolitique", c'est-à-dire les relations de pouvoir entre les différents groupes représentés au sein de cette nouvelle entité. Il cherche à comprendre si des enjeux communs émergent et dans quelle mesure des consensus sont trouvés pour faire face à des problèmes tels que la concurrence asiatique, le manque de main-d'œuvre ou encore la nécessité d'entamer des programmes de rationalisation. Roman Wild souligne alors que les relations à l'intérieur de la Chambre suisse du textile sont influencées par le poids des routines et des intérêts spécifiques. En conséquence, la concentration des ressources en une unité centrale cohérente prend davantage de temps et d'efforts qu'escompté. D'importants problèmes organisationnels persistant, un groupe de consultants est mandaté pour créer un nouveau modèle intitulé "Idealmodell 2000", qui aboutira à la création d'une nouvelle association, Swiss Textiles.

Lors de la discussion, un enjeu important est soulevé, celui de la discipline interne des organisations patronales. En effet, leur légitimité à défendre un intérêt auprès des autorités fédérales dépend inextricablement du fait de parvenir à un consensus commun et à faire taire d'éventuelles voix dissidentes à l'interne. La question des mesures de rétorsions en cas de non-respect des normes est également posée par Sébastien Guex, ainsi que celle du rôle que peut jouer une culture commune pour fédérer les différents acteurs. Il serait alors aussi intéressant d'étudier les associations patronales comme un lieu de socialisation.

En définitive, le panel a donc bien rempli son ambition d'élargir les réflexions sur les organisations patronales, avec trois études de cas portant sur des associations patronales encore peu étudiées et avec des perspectives variées: influence du politique sur l'organisation économique, micropolitique interne, ou encore rôle des associations patronales dans le champ culturel. Ce panel se veut également être une invitation à de futurs travaux participant au

³ <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F47062.php>

renouvellement intellectuel dans le champ des associations patronales qui a débuté depuis une décennie aussi bien en Suisse qu'ailleurs en Europe⁴.

Sabine Pitteloud, Université de Genève
15.06.2016

Aperçu du panel :

Dorothee Ryser, Machtgefüge im Umfeld der Schweizerischen Käseunion.

Claire-Lise Deblüe, L'influence des organisations patronales dans le champ culturel: le cas de l'Office suisse d'expansion commerciale (1927-1939).

Roman Wild, Macht und Ohnmacht der „Schweizerischen Textilkammer“, 1972-1990.

⁴ Voir notamment pour le cas suisse les travaux de Thomas David, Pierre Eichenberger, Stéphanie Ginalski, Sébastien Guex, Cédric Humair, André Mach, Malik Mazbouri, Gerhard Schnyder